

*Les subsides*

**Des voix:** Bravo!

**M. St. Germain:** Monsieur le Président, après avoir écouté le très honorable chef de l'opposition (M. Turner), j'estime que c'est un jour bien triste pour les habitants de la Colombie-Britannique que celui où il rejette un accord que ces derniers appuient.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. St. Germain:** Samedi, à une tribune . . .

**M. le Président:** A l'ordre! s'il vous plaît. Les députés ont remarqué qu'on a fait preuve de la plus grande courtoisie envers le très hon. représentant alors qu'il amorçait le débat. Nous voudrions, je pense, qu'on fasse preuve de la même courtoisie à l'égard des autres députés.

**M. St. Germain:** Je voudrais poser une question au très honorable chef de l'opposition. Toute l'industrie du bois d'oeuvre s'est prononcée en faveur de cet accord. D'après ses porteparole, si un mécanisme de règlement des différends avait été mis en place, comme on le propose dans cet accord, elle aurait réussi à régler la question du bois d'oeuvre et celle des bardeaux ne seront pas revenue sur le tapis. On songe également aujourd'hui au secteur de la potasse en Saskatchewan. Mais tenons-nous-en à la Colombie-Britannique puisque le très honorable chef de l'opposition représente une circonscription de cette province.

Et les Bentley, les Benson, les Clarke et tous les travailleurs de ces secteurs qui demandent que nous appuyions cette initiative? Étant donné cet appui, comment le très honorable chef de l'opposition peut-il s'opposer à un accord qui serait si avantageux pour les Canadiens de l'Ouest, particulièrement pour notre province, la Colombie-Britannique? Je lui demande de répondre à cette question parce qu'il a évoqué dans son allocution le facteur de redressement.

Je voudrais dire au très honorable chef de l'opposition, au cas où il ne le saurait pas, qu'en ce qui concerne les bardeaux, le gouvernement fédéral a tenu sa promesse, vendredi dernier, 23 octobre. Il s'était engagé à apporter son aide, afin de contrebalancer le tarif injuste imposé sur les bardeaux et il a mis en oeuvre un programme de 9,4 millions de dollars dans les régions les plus touchées par ce tarif. Je demande donc à l'honorable chef de l'opposition comment il peut alors s'opposer, dans cette enceinte, à une initiative aussi constructive?

● (1150)

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, c'est dans ma propre circonscription de Vancouver Quadra que j'ai tenu ma première réunion publique après l'annonce de la signature de cet accord. Environ 800 de mes électeurs sont venus me rencontrer à l'école secondaire de Point Grey et l'appui qu'ils m'ont apporté et les questions qu'ils m'ont posées, m'ont démontré, sans aucun doute, que mes électeurs craignaient vivement qu'en échange de bien peu, leur gouvernement ait donné beaucoup. M. Jack Webster a prêté son concours à la tribune téléphonique qui a été organisée alors. L'émission en question a été diffusée dans toute la Colombie-Britannique. Or, 14 des 15 premiers auditeurs qui ont appelé, m'ont invité à demeurer sur mes positions. Ils m'ont exhorté à ne pas laisser Brian Mulroney trahir notre pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Le président du Conseil canadien de l'industrie forestière, M. Adam Zimmerman, a, jusqu'à maintenant, refusé de prendre position au sujet de cet accord, tant qu'il n'aura pas pris connaissance du document définitif. Ainsi, les affirmations de mon honorable collègue ne reflètent pas la position officielle de l'industrie forestière.

Je tiens à dire aux intéressés dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique que la taxe à l'exportation de 15 p. 100 que les Américains nous ont imposée, parce que notre gouvernement n'a pas eu le courage de soumettre la question aux tribunaux américains . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** . . . ne pourra plus dorénavant être annulée. Si on l'applique au niveau des droits de coupe, comme la Colombie-Britannique cherche à le faire, alors le seuil des taxes imposées à notre industrie à ce niveau passera de 600 millions de dollars à 1 milliard de dollars. Il nous sera ainsi plus difficile de nous implanter non seulement sur le marché américain, mais également sur le marché japonais et la marché mondial.

Je prétends également que pour ce qui est de l'industrie forestière, il faut reconnaître que ce genre de sanctions rendues permanentes en vertu de l'accord en question pénaliseront à perpétuité l'industrie à moins que les Canadiens ne prennent conscience de la situation et que le gouvernement ne cède devant l'opposition que ses projets vont soulever, selon moi.

Permettez-moi d'ajouter une autre chose. Pour ce qui est de savoir si la question du bois d'oeuvre aurait été tranchée de façon différente, il faut préciser que la même loi et les mêmes règlements s'appliqueraient, car on n'a établi aucune nouvelle définition des subventions, afin que les droits de coupe ne tombent peut-être plus dans cette catégorie. Pour le moment, il n'existe qu'un nouveau tribunal d'examen qui est censé appliquer cette loi et dont les pouvoirs se limitent à s'assurer que les tribunaux américains appliquent de façon équitable la législation et les pratiques commerciales américaines; sa compétence est donc très restreinte.

Je tiens à dire au député que la situation de l'industrie forestière en Colombie-Britannique et même du reste du pays ne s'est pas améliorée. Au contraire, elle a même empiré du fait qu'aux termes de l'entente, cette taxe de 15 p. 100 est devenue permanente et protégée par la clause du maintien des droits acquis.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Charles Hamelin (Charlevoix):** Monsieur le Président, je viens d'entendre le chef de l'opposition (M. Turner) et je me suis aperçu qu'en politique . . .

[Traduction]

Il est plus facile de favoriser la crainte que l'espoir.

[Français]

. . . c'est plus facile de vendre la peur que l'espoir, c'est plus facile de jouer les épouvantails à moineaux que de faire autre chose. Et, après trois ans et demi, enfin, le chef de l'opposition s'est trouvé une cause.

Monsieur le Président, ce que je ne comprends pas, c'est voir que quelqu'un qui pourtant a tellement été le défenseur des